

LE prescripteur ZRx atteint de nouvelles frontières



RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Ce rapport de gestion explique les états consolidés intermédiaires du résultat net et global, les variations de la situation financière et des flux de trésorerie consolidés de ZoomMed inc. pour les périodes de neuf mois closes les 28 février 2015 et 2014. Il doit être lu dans le contexte de l'information fournie par les états financiers non audités et consolidés et par les notes y afférentes aux 28 février 2015 et 2014. De plus, certains résultats d'opération, variations de la situation financière et flux de trésorerie sont comparés avec les données de l'exercice financier clos le 31 mai 2014.

Cette analyse de la direction a été complétée en fonction des informations disponibles au 17 avril 2015. Cette analyse reflète la situation financière de ZoomMed inc. et ses filiales (la « société »).

Toutes les données financières contenues dans cette analyse ont été dressées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport de gestion peut contenir des informations et des déclarations, de nature prospective, relatives à la performance future de la société. Ces déclarations sont effectuées sur la base de suppositions et d'incertitudes ainsi que sur la meilleure évaluation possible des événements futurs par la direction. Ainsi, les lecteurs sont avisés que les résultats réels peuvent être différents des résultats anticipés.

Ce rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires ont été soumis au comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration.

DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

ZoomMed inc. (« ZoomMed ») a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

ZoomMed inc. et ses filiales (la « société ») se consacrent au développement et la commercialisation d'une gamme étendue d'applications informatiques destinées aux professionnels de la santé.

La société a développé le « Prescripteur ZRx », une application technologique Web innovatrice permettant aux médecins de générer rapidement des prescriptions sur leur ordinateur, tablette ou téléphone intelligent. Puisqu'il est un produit autonome, il peut être facilement intégré à n'importe quelle application de Dossier Médical Électronique (DMÉ).

Le réseau de communication ZoomMed est une plateforme d'échange d'informations cliniques entre les médecins et l'ensemble des autres intervenants du secteur de la santé, tels que les pharmaciens, spécialistes, compagnies pharmaceutiques, assureurs privés, laboratoires, cliniques spécialisées et autres. Ce réseau inclut notamment, la plateforme « Accès ZRx » qui permet l'échange bidirectionnel d'information sur les prescriptions entre les médecins et les pharmaciens, ainsi que « ZRx bénéfices » permettant la transmission de certaines informations des plans d'assurance des sociétés d'assurance afin d'informer les médecins sur le type de couverture de leur patient au moment où ils remplissent l'ordonnance.

La société offre « PraxisLab » un nouveau logiciel de gestion de laboratoire qui améliore tous les aspects de la préparation des ordonnances et de la gestion complète des dossiers patients des pharmaciens. PraxisLab utilise les protocoles et les normes informatiques les plus récents.

Il est à noter que le 2 septembre 2014, la société a vendu à Telus Solutions Santé la technologie de son Prescripteur ZRx pour le marché Canadien. La société poursuivra la commercialisation de ce produit pour les marchés internationaux, plus spécifiquement les États-Unis et le Royaume-Uni.

En 2011, afin de pourvoir opérer aux États-Unis, le Prescripteur ZRx a obtenu sa certification « Surescript », le plus vaste réseau national de communication d'information de la santé aux États-Unis. Ainsi le Prescripteur ZRx est déjà branché à plus de 60 000 pharmacies et à la majorité des assureurs et payeurs de médicaments.

La société détient 50 % des actions votantes et participantes dans la coentreprise Américaine EvEMR inc. qui commercialise, à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale. La société détient 50 % des actions votantes et participantes dans la coentreprise EvEMR International qui a été mise sur pied pour la distribution de ces produits à travers le monde.



Les actions ordinaires de ZoomMed inc. se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.

L'adresse du siège social de la société est 6300 avenue Auteuil, bureau 121, Brossard, Québec, Canada, J4Z 3P2.

SITUATION FINANCIÈRE

| | 28 février 2015 | 31 mai 2014 |
|---|-----------------|----------------|
| | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 810 827 \$ | 159 921 \$ |
| Immobilisations corporelles | 8 773 \$ | 24 365 \$ |
| Actifs incorporels | 593 234 \$ | 894 415 \$ |
| Actif total Actif | 1 769 648 \$ | 1 766 139 \$ |
| Revenus reportés | - \$ | 734 864 \$ |
| Débenture non convertible | - \$ | 1 783 457 \$ |
| Prêt court terme | - \$ | 377 856 \$ |
| Capitaux propres | 1 340 401 \$ | (2 407 542) \$ |
| Capital social | 25 509 437 \$ | 25 509 437 \$ |

La situation financière de la société a changé de façon considérable depuis le 31 mai 2014. Le 2 septembre 2014, la société a conclu une entente avec Telus Solutions Santé afin de vendre un intérêt dans la technologie sous-jacente de son Prescripteur ZRx pour le Canada et aussi vendre certaines activités connexes au Canada pour une somme pouvant atteindre 6 800 000 \$. De plus, la société et Telus Solutions Santé se partagerons la propriété intellectuelle du Prescripteur ZRx pour le restant du monde à l'exception des États-Unis et du Royaume-Unis strictement réservé à la société.

Les termes et conditions d'achat de cette entente sont de 6 800 000 \$ et incluent un versement initial en argent de 4 756 371 \$, un ajustement relatif aux revenus reportés des compagnies pharmaceutiques pour la somme de 493 629 \$, un montant fixe de 250 000 \$ versé le 28 février 2015, ainsi que 1 300 000 \$ en paiement éventuel sujet à certaines conditions. Au 28 février 2015, 57 % de ces conditions avaient été rencontrées et un montant de 745 402 \$ a été enregistré à titre de revenu.

La société a utilisé les fonds générés par cette transaction pour le remboursement de la débenture non convertible existante, pour une somme en capital et intérêts totalisant 2 134 866 \$. La société a obtenu quittance complète, finale et définitive du créancier et le solde a été versé au fonds de roulement dans le but d'investir dans la commercialisation et le déploiement de la technologie du Prescripteur ZRx à travers le monde, mais en accordant pour le moment la priorité au marché américain.

La baisse des immobilisations corporelles est attribuable au transfert des équipements de déploiement au moment de la transaction du 2 septembre 2014.

Les actifs incorporels s'élèvent à 593 234 \$ au 28 février 2015 et 894 415 \$ au 31 mai 2014. La baisse est attribuable à la dépense d'amortissement.

Les revenus reportés au 31 mai 2014 concernaient les activités liées au marché canadien du Prescripteur ZRx et ont été totalement remboursés à Telus Solutions Santé lors de la clôture de la transaction, soit le 2 septembre 2014.

En date du 28 février 2015, la société n'a aucune dette à court et à long terme, la débenture a été remboursée avec la transaction du 2 septembre et le prêt court terme a été remboursé à l'encaissement des crédits d'impôts à la recherche et au développement.

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 1 340 401 \$ au 28 février 2015 et (2 407 542 \$) au 31 mai 2014. L'augmentation de 3 747 943 \$ est expliquée par la transaction du 2 septembre, qui a permis de reconnaître un revenu de 5 681 303 \$ et de dégager un bénéfice net de 3 795 437 \$.



RÉSULTAT NET ET GLOBAL INFORMATION INTERMÉDIAIRE SÉLECTIONNÉE

| PÉRIODE DE TROIS MOIS | 28 février 2015 | 28 février 2014 (retraité ⁽¹⁾) |
|--|-----------------|---|
| Revenus | 578 021 \$ | 295 815 \$ |
| Frais de vente | 82 720 \$ | 124 427 \$ |
| Frais d'administration | 417 118 \$ | 252 721 \$ |
| Frais d'opération | 54 911 \$ | 136 302 \$ |
| Frais de développement | 119 710 \$ | 275 188 \$ |
| Frais financiers | 4 255 \$ | 125 315 \$ |
| Bénéfice (perte) avant quote-part dans des coentreprises | (100 693) \$ | (618 138) \$ |
| Quote-part dans des coentreprises | - \$ | (146 016) \$ |
| Résultat net et résultat global | (100 693) \$ | (764 154) \$ |
| Résultat net de base et dilué par action | (0,001) \$ | (0,006) \$ |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation | 135 591 268 | 133 184 975 |

⁽¹⁾ Expliqué en détail à la section Corrections d'erreurs de l'exercice antérieur (Note 4)

| PÉRIODE DE NEUF MOIS | 28 février 2015 | 28 février 2014 (retraité ⁽¹⁾) |
|--|-----------------|---|
| | 0.040.404.0 | 4 000 040 Ф |
| Revenus | 6 349 484 \$ | 1 888 812 \$ |
| Frais de vente | 421 656 \$ | 541 805 \$ |
| Frais d'administration | 1 031 473 \$ | 913 192 \$ |
| Frais d'opération | 293 486 \$ | 474 970 \$ |
| Frais de développement | 716 505 \$ | 1 323 359 \$ |
| Frais financiers | 191 621 \$ | 468 695 \$ |
| Bénéfice (perte) avant quote-part dans des coentreprises | 3 694 743 \$ | (1 833 209) \$ |
| Quote-part dans des coentreprises | - \$ | (587 268) \$ |
| Résultat net et résultat global | 3 694 743 \$ | (2 420 477) \$ |
| Résultat net de base et dilué par action | 0,027 \$ | (0,018) \$ |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation | 135 591 268 | 131 398 008 |

⁽¹⁾ Expliqué en détail à la section Corrections d'erreurs de l'exercice antérieur (Note 4)

Les revenus totalisent 6 349 484 \$ pour la période de neuf mois close le 28 février 2015 et de 1 888 812 \$ pour la période de neuf mois close le 28 février 2014. L'augmentation est principalement expliquée par la transaction du 2 septembre 2014. Pour la période de neuf mois close le 28 février 2014, les revenus étaient composés de contrats reliés au réseau de communication e-Pic pour un montant de 1 388 812 \$ et d'un gain sur vente de la copropriété indivise de la propriété intellectuelle, du logiciel d'officine en pharmacie pour la somme de 500 000 \$.

La diminution des frais de vente, d'opération et de développement est expliquée par le transfert des employés chez Telus Solutions Santé lors de la transaction du 2 septembre 2014.

Les frais d'administration sont demeurés stables au cours des périodes de neuf mois closent les 28 février 2015 et 2014.

Les frais financiers sont de 191 621 \$ pour la période de neuf mois close le 28 février 2015 et de 468 695 \$ pour la période de neuf mois close le 28 février 2014. La diminution des frais financiers est essentiellement attribuable au remboursement de la débenture non convertible au 3 septembre 2014.

La quote-part dans les coentreprises a été nulle pour la période de neuf mois close le 28 février 2015 et de (587 268 \$) pour la période de neuf mois close le 28 février 2014. Au 31 mai 2014, la société a enregistré une dépréciation d'actifs pour la participation dans les coentreprises œuvrant à la commercialisation d'un système de Dossier Médical Électronique s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale (expliqué en détail dans la section "Dévaluation d'actifs").

Pour la période de trois mois close le 28 février 2015, la société a enregistré une perte de 100 693 \$. Si l'on tient compte de la dépense d'amortissement de 113 318 \$ et de celle de la rémunération à base d'actions de 53 200 \$, un profit de 65 825 \$ a été dégagé.



Pour la période de neuf mois close le 28 février 2015, le résultat net et global de la société démontre un profit de 3 694 743 \$ comparativement à une perte de 2 420 477 \$ pour la même période en 2014.

La société a enregistré un bénéfice par action de 0,027 \$ pour la période de neuf mois close le 28 février 2015 comparativement à une perte par action de 0,018 \$ pour la période de neuf mois close le 28 février 2014.

FLUX DE TRÉSORERIE INFORMATION INTERMÉDIAIRE SÉLECTIONNÉE

| PÉRIODE DE TROIS MOIS | 28 février 2015 | 28 février 2014 (retraité ⁽¹⁾) |
|---|-----------------|---|
| | | |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles | (183 422) \$ | 177 024 \$ |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | (69 336) \$ | 125 682 \$ |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | 746 289 \$ | (70 394) \$ |
| Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 493 531 \$ | 232 312 \$ |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin | 810 827 \$ | 371 631 \$ |

⁽¹⁾ Expliqué en détail à la section Corrections d'erreurs de l'exercice antérieur (Note 4)

| PÉRIODE DE NEUF MOIS | 28 février 2015 | 28 février 2014 (retraité ⁽¹⁾) |
|--|--|--|
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles Flux de trésorerie liés aux activités de financement Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin | (2 836 986) \$ (2 212 029) \$ 5 699 921 \$ 650 906 \$ 810 827 \$ | (892 857) \$ 589 941 \$ 308 723 \$ 5 807 \$ 371 631 \$ |

⁽¹⁾ Expliqué en détail à la section Corrections d'erreurs de l'exercice antérieur (Note 4)

Compte tenu du type de transaction réalisée au 2 septembre 2014, un gain de 5 734 656 \$ doit être reflété dans les activités d'investissement et non dans les activités opérationnelles. Le résultat de ce classement a pour effet de présenter un flux de trésorerie des activités opérationnelles négatif. Nonobstant de cette règle de présentation les flux de trésorerie serait de 2 897 670 \$.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont été de (2 836 986 \$) pour la période de neuf mois close le 28 février 2015 et (892 857 \$) pour la période de neuf mois close le 28 février 2014.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont été de (2 212 029 \$) pour la période de neuf mois close le 28 février 2015 et représente le remboursement de la débenture non convertible pour 1 834 173 \$ et le remboursement du financement par Investissement Québec pour 377 856 \$. Pour la période de neuf mois close le 28 février 2014 les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont été de 589 941 \$ et se détaillent comme suit :

- a) La société a émis une nouvelle débenture en remplacement de la débenture convertible, cette transaction a généré un produit net de 212 085 \$.
- b) Le crédit d'impôt à la recherche et développement a été financé par Investissement Québec et a généré une entrée de fonds de 377 856 \$.

Pour la période de neuf mois close le 28 février 2015, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont principalement liés à la transaction du 2 septembre 2014 pour une somme pouvant atteindre 6 800 000 \$ dont 5 734 656 \$ était encaissé au 28 février 2015. Pour la période de neuf mois close le 28 février 2014, les activités d'investissement étaient composées en grande partie d'un gain sur vente de la copropriété indivise de la propriété intellectuelle, du logiciel d'officine en pharmacie, à une bannière de pharmacies québécoises pour la somme de 500 000 \$.

La variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant de ces trois catégories d'activités a été de 650 906 \$ pour la période de neuf mois close le 28 février 2015 et de 5 807 \$ pour la période de neuf mois close le 28 février 2014.



LIQUIDITÉS

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par la commercialisation du Prescripteur ZRx dans les marchés internationaux et par la commercialisation canadienne du logiciel d'officine en pharmacie PraxisLab.

ARRANGEMENT HORS BILAN

Il n'y a aucun arrangement hors bilan qui a ou est susceptible d'avoir une incidence sur les résultats d'opération ou sur la situation financière de la société.

ACTIONS, BONS ET OPTIONS EN CIRCULATION AU 17 AVRIL 2015

| Actions ordinaires | 135 591 268 |
|--|-------------|
| Bons de souscription au placeur pour compte et aux investisseurs | - |
| Options en vertu du régime d'options d'achat d'actions | 13 380 000 |

INFORMATION ADDITIONNELLE ET CONTINUE

La société diffuse ses états financiers consolidés, ses rapports de gestion, ses communiqués de presse ainsi que tout autre document réglementaire, via la base de données SEDAR, à l'adresse Internet suivante <u>www.sedar.com</u>.

La prochaine section de ce rapport correspond à une duplication de certaines notes provenant du rapport financier concordant à la même période.



NOTE 4 CORRECTIONS D'ERREURS DE L'EXERCICE ANTÉRIEUR

La société a retraité les états financiers 2014 comme suit :

a) Redressement de la participation dans des coentreprises

Quote-part du profit non réalisé à la vente d'une licence

La société a constaté une erreur dans la détermination initiale du profit devant être constaté immédiatement lors de la cession de la licence exclusive du Prescripteur ZRx pour le marché américain à la coentreprise EvEMR inc. Tel qu'exigé par l'*IAS 28.31 Participation dans des entreprises associées et des coentreprises*, l'intégralité de la fraction du profit ou de la perte sur l'actif non monétaire apportée qui découle des actifs monétaires reçus doit être comptabilisée. Le profit non réalisé aurait dû être de 915 089 \$ plutôt que de 1 600 728 \$ tel que présenté dans les états financiers 2013 précédemment publiés.

Quote-part du résultat net dans des coentreprises

La quote-part du résultat net dans des coentreprises a été retraitée à la baisse pour la période de neuf mois close le 28 février 2014. La diminution de la quote-part du profit non réalisé à la vente d'une licence (685 639 \$) et la diminution de l'amortissement du profit non réalisé à la vente d'une licence (19 046 \$) affectent à la baisse la quote-part du résultat net dans les coentreprises d'un montant de 176 913 \$. Il en résulte une quote-part du résultat net dans les coentreprises de 587 268 \$ devant figurer aux états financiers consolidés intermédiaires au 28 février 2014.

L'effet des redressements sur l'état consolidé du résultat net et global pour la période de neuf mois close le 28 février 2014 est le suivant :

| | Précédemment établi 28 février 2014 | Redressement | Retraité 28 février 2014 |
|---|---|--------------|--------------------------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Quote-part du résultat net dans des coentreprises | (410 355) | (176 913) | (587 268) |

L'effet des redressements sur le tableau consolidé des flux de trésorerie pour la période de neuf mois close le 28 février 2014 est le suivant :

| | Précédemment établi 28 février 2014 | Redressement | Retraité 28 février 2014 |
|---|---|--------------|--------------------------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Quote-part du résultat net dans des coentreprises | 410 355 | 176 913 | 587 8 |

b) Redressement des actifs incorporels

Frais de développement pour l'actif incorporel PraxisLab (logiciel de gestion de laboratoire en pharmacie)

Une erreur est survenue lors de de la réalisation du test de dépréciation annuel du logiciel PraxisLab au 31 mai 2013. Lors de l'exécution du test, une évaluation globale des actifs incorporels a été effectuée alors que deux unités génératrices de trésorerie distinctes auraient dû être identifiées, soit Prescripteur ZRx et le logiciel PraxisLab. Les flux de trésorerie générés par les ventes de ces deux produits sont indépendants puisqu'ils sont de nature différente et ne s'adressent pas à la même clientèle (le premier s'adressant aux médecins et le second aux pharmacies). Il était donc incorrect de les considérer comme un tout et de n'effectuer qu'un test de dépréciation global au 31 mai 2013.



Dépréciation

La dépréciation de 617 660 \$ découlant du test de dépréciation du logiciel PraxisLab, constatée au 31 mai 2013, entraîne un redressement dans les états financiers pour la période de neuf mois close le 28 février 2014. La capitalisation des frais de développement a été totalement passée à la dépense et la charge d'amortissement a été recalculée.

L'effet des redressements sur l'état du résultat net pour la période de neuf mois close le 28 février 2014 est le suivant :

| | Précédemment établi 28 février 2014 | Redressement | Retraité 28 février 2014 |
|------------------------|---|--------------|--------------------------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Frais de développement | 1 360 878 | (37 519) | 1 323 359 |

L'effet des redressements sur le tableau consolidé des flux de trésorerie pour la période de neuf mois close le 28 février 2014 est le suivant :

| | Précédemment établi 28 février 2014 | Redressement | Retraité 28 février 2014 |
|----------------------------------|---|--------------|--------------------------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Amortissement | 715 572 | (178 820) | 536 752 |
| Acquisition d'actifs incorporels | (322 181) | 141 300 | (180 881) |

NOTE 5 NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR

IFRS 9 - Instruments financiers

En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers » qui constitue l'achèvement du premier volet d'un projet en trois parties visant à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », par une nouvelle norme. Selon les récentes mises à jour apportées à IFRS 9, une entité qui choisit d'évaluer un passif à sa juste valeur devra présenter la part des variations de la juste valeur de ce passif qui est attribuable aux changements du risque de crédit propre à cette entité dans les autres éléments du résultat global plutôt que par le biais du résultat net. La troisième partie couvrant la dépréciation des actifs financiers est encore en cours d'élaboration.

En novembre 2013, l'IASB a publié la partie consacrée à la comptabilité de couverture qui introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture.

Aussi, pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.

Cette norme devait initialement s'appliquer aux états financiers des périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2015. Toutefois, en novembre 2013, l'IASB a publié une édition révisée du projet de norme IFRS 9, et la date d'adoption de cette norme a été retirée. Pour l'heure, aucune date effective d'adoption de l'IFRS 9 n'a été mentionnée tant et aussi longtemps que l'ensemble des projets touchant cette norme ne sera pas complété. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société étudiera l'impact de cette norme sur les états financiers consolidés lorsque celle-ci sera officiellement publiée.



NOTE 6 ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats par nature incertains et susceptibles d'être modifiés. Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la société.

Durée d'utilité estimée

La direction estime la durée d'utilité des immobilisations corporelles en fonction de la période pendant laquelle elle s'attend à pouvoir utiliser les actifs. Le montant et l'échéancier des dotations aux amortissements afférentes aux immobilisations corporelles pour une période donnée sont touchés par les durées d'utilité estimées. Les estimations sont révisées au moins une fois l'an et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique, de l'obsolescence technique et commerciale.

Actifs incorporels

Les valeurs attribuées aux actifs incorporels amortissables à durée d'utilité déterminée sont établies à partir d'estimations et d'hypothèses importantes.

Afin de déterminer si les actifs incorporels identifiables ont subi une perte de valeur après leur acquisition, la direction procède à des évaluations fondées sur des estimations comprenant notamment les flux de trésorerie futurs ajustés au risque. Les projections de flux de trésorerie sont établies d'après les prévisions de l'entité, la conjoncture et les perspectives commerciales et sont donc par nature fondées sur un jugement. Les hypothèses utilisées dans l'évaluation des pertes de valeur pourraient être modifiées par des événements futurs, ce qui pourrait affecter significativement les résultats d'opération futurs de la société en raison d'une augmentation des pertes de valeur, ou de leur reprise, ou d'ajustements aux charges d'amortissement.

Juste valeur des options d'achat d'actions

La direction doit faire preuve de jugement pour établir la juste valeur des options d'achat d'actions, notamment en ce qui concerne le choix d'un modèle d'établissement de prix, l'estimation de la volatilité du cours de l'action et la durée prévue des instruments sous-jacents. Tout changement visant les estimations ou les données utilisées pour déterminer la juste valeur pourrait avoir une incidence significative sur les résultats d'opération ou les autres composantes des capitaux propres de la société dans le futur.

Aide gouvernementale

La société a le droit de recevoir une aide publique sous la forme de crédits d'impôt et de subventions pour la recherche et le développement. Le montant de cette aide publique est porté en réduction des dépenses correspondantes et du coût de l'actif acquis. Des crédits d'impôt sont accordés pour les dépenses de recherche et de développement admissibles, lesquelles comprennent les frais directs et indirects, ainsi qu'un montant raisonnable de frais généraux. Les subventions sont attribuées sous réserve du respect des termes et conditions des ententes connexes. L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la société a rempli les exigences du programme de subvention approuvé ou, pour ce qui est des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront réalisés.



Définitions des unités génératrices de trésorerie

La détermination des unités génératrices de trésorerie exige du jugement pour déterminer le niveau le plus bas pour lequel il y a des entrées de trésorerie largement indépendantes générées par le groupe d'actifs. Cette détermination pourrait avoir un impact sur les résultats des tests de dépréciation et, selon le cas, sur la charge de dépréciation comptabilisée dans l'état consolidé des résultats.

NOTE 10 DÉVALUATION D'ACTIFS

Méthode d'évaluation

La société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs pour déterminer la valeur d'utilité de chaque unité génératrice de trésorerie. Depuis le dernier test de dépréciation, la société n'a pas apporté de changement à la méthode d'évaluation utilisée pour évaluer la dépréciation des actifs incorporels.

a) Actifs incorporels

Hypothèse principale - Taux d'actualisation

Les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés à un taux de 19,5 % pour les deux unités génératrices de trésoreries, soit le taux marginal d'emprunt de la société. L'utilisation de ce taux est la méthode la plus pertinente comme il s'agit d'actifs incorporels. Il reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ces actifs incorporels.

Test de dépréciation

PraxisLab

En novembre 2013, un événement significatif en lien avec l'actif incorporel PraxisLab a eu lieu. La copropriété indivise de la propriété intellectuelle a été cédée à une bannière de pharmacies québécoise.

Comme cette cession ne faisait pas partie des flux de trésorerie futurs estimatifs pour cet actif, la direction juge que celui-ci n'affecte pas les flux de trésorerie futurs estimatifs du logiciel PraxisLab et que, par conséquent, la valeur recouvrable reste supérieure à la valeur comptable à cette date. Il n'y avait donc pas lieu de déprécier le logiciel PraxisLab au cours du deuxième trimestre.

Au 31 mai 2014, la société a dû revoir ses flux de trésorerie futurs estimatifs et effectuer un test de dépréciation du logiciel PraxisLab, tel que précisé dans ses méthodes comptables. La direction de la société a constaté que de nouvelles circonstances l'amenaient à reconsidérer les hypothèses menant à l'évaluation de la valeur d'utilité du logiciel PraxisLab de façon significative. En date de fin d'exercice, la société détenait une lettre d'intention de Telus Santé, émise le 6 mai 2014, concernant l'acquisition de ses actifs relatifs au marché canadien. Compte tenu du sérieux des discussions en cours, la direction a pris pour hypothèse que celle-ci se réaliserait et en a tenu compte dans ses estimations au 31 mai 2014.

Compte tenu que l'unité génératrice de trésorerie du logiciel de gestion de laboratoire en pharmacie PraxisLab est strictement réservé à l'exploitation dans un marché canadien, la société a évalué que la meilleure estimation des flux de trésorerie était nulle et que, par conséquent, sa valeur d'utilité était nulle. Cette valeur étant inférieure à la valeur comptable de 1 106 657 \$ à pareille date, une dépréciation totale de ce montant a été reconnue suite à la mise en œuvre de ce test de dépréciation.

Plus précisément, il s'agit d'une dépréciation de 785 567 \$ pour sa propriété intellectuelle et 321 090 \$ pour les frais de développement capitalisés, tel que le présente le tableau ci-contre :



| | Propriétés intellectuelles | Frais de développement | Total |
|--|-------------------------------|---------------------------|-----------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Coût | | | |
| Solde au 1 ^{er} juin 2013 Acquisition | 1 163 802 | 1 099 297 - | 2 263 099 |
| Solde au 31 mai 2014 | 1 163 802 | 1 099 297 | 2 263 099 |
| Amortissements et dépréciation cumulés | | | |
| Solde au 1er juin 2013 | 261 855 | 617 660 | 879 515 |
| Amortissements | 116 380 | 160 547 | 276 927 |
| Dépréciation | 785 567 | 321 090 | 1 106 657 |
| Solde au 31 mai 2014 | 1 163 802 | 1 099 297 | 2 263 099 |
| Valeur nette comptable au 31 mai 2014 | - | - | - |

Prescripteur ZRx

En ce qui a trait à l'unité génératrice de trésorerie du Prescripteur ZRx, sa valeur recouvrable évaluée selon la valeur d'utilité est supérieure à la valeur comptable au 31 mai 2014. Les hypothèses utilisées pour son évaluation incluent entre autres des ventes à court terme sur le marché canadien, la concrétisation à court terme de la vente auprès de Telus Santé, et des ventes sur le marché international. La mise en œuvre du test de dépréciation amène à conclure que la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable et que, par conséquent, aucune dépréciation n'a été prise pour le Prescripteur ZRx.

b) Dévaluation d'actifs de la coentreprise EvEMR inc.

La co-entreprise EvEMR inc. a été initialement mise sur pied pour développer et distribuer des produits s'adressant aux professionnels en soins en santé comportementale sur le marché américain. Au 31 mai 2014, aucun plan de développement n'était en place et la société évalue que la meilleure prévision des flux de trésorerie futurs estimatifs pour EvEMR inc. est nulle et que, par conséquent, sa valeur d'utilité est nulle. Aucun taux d'actualisation n'a à être déterminé puisque les flux de trésorerie futurs estimatifs sont nuls. Aucun plan de commercialisation n'est envisagé dans un avenir prévisible. La valeur recouvrable étant inférieure à la valeur comptable de 3 872 144 \$ à pareille date, une dépréciation totale de 3 872 144 \$ a été reconnue au résultat net et global suite à la mise en œuvre de ce test de dépréciation au 31 mai 2014.

La coentreprise EvEMR inc. a donc procédé à une dévaluation totale de ses actifs incorporels :

| | Licence | Frais de développement | Total |
|--|-----------|------------------------|-----------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Coût | | | |
| Solde au 1 ^{er} juin 2013 | 3 594 103 | 1 436 283 | 5 030 386 |
| Acquisition | - | - | - |
| Solde au 31 mai 2014 | 3 594 103 | 1 436 283 | 5 030 386 |
| Amoutice employed députérietien cumulée | | | |
| Amortissements et dépréciation cumulés Solde au 1 ^{er} juin 2013 | 100 483 | 12 320 | 112 803 |
| Amortissements | 933 522 | 111 917 | 1 045 439 |
| Dépréciation | 2 560 098 | 1 312 046 | 3 872 144 |
| Solde au 31 mai 2014 | 3 594 103 | 1 436 283 | 5 030 386 |
| Valeur nette comptable au 31 mai 2014 | - | - | - |



c) Dévaluation de la participation dans la coentreprise EvEMR International

La coentreprise EvEMR International a été mise sur pied pour distribuer des produits s'adressant aux professionnels en soin de santé comportementale sur le marché international. Plus de deux ans après la mise sur pied de celle-ci, aucune activité commerciale n'a encore été générée. Au 31 mai 2014, aucun plan de développement concret n'était en place et la concrétisation de flux de trésorerie n'est pas suffisamment prévisible pour considérer que la coentreprise représente un actif pour la société. La coentreprise n'a plus l'intention, dans un avenir prévisible, de mettre sur pied une stratégie de commercialisation.

Au 31 mai 2014, la société a évalué que la meilleure prévision des flux de trésorerie futurs estimatifs pour EvEMR International était nulle et que, par conséquent, sa valeur d'utilité était nulle. Cette valeur étant inférieure à la valeur comptable de 39 510 \$ à pareille date, une dépréciation totale de 39 510 \$ a été reconnue au résultat net et global suite à la mise en œuvre de ce test de dépréciation au 31 mai 2014. L'impact sur la valeur de la participation est le suivant :

| | Total |
|--------------------------------------|----------|
| | \$ |
| Solde au 1 ^{er} juin 2013 | - |
| Participation au cours de l'exercice | 39 510 |
| Dévaluation | (39 510) |

NOTE 11 PARTICIPATION DANS DES COENTREPRISES

a) EvEMR inc.

La coentreprise américaine EvEMR inc., basée à Washington D.C., commercialise à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale.

Le 22 avril 2013, la société a conclu avec EvEMR inc., un accord de licence exclusive concernant les droits de distribution, de licence et de sous-licence du Prescripteur ZRx aux États-Unis. Cet accord a été résilié par la société au plus tard le 30 décembre 2014 en raison de nombreux défauts importants par EvEMR inc. aux termes de cet accord de licence.

La société détient 50 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR inc. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.

Les montants globaux respectifs des actifs courants, actifs non courants, passifs courants, passifs non courants, produits et charges se rapportant à la participation dans EvEMR inc. sont les suivants :

Les montants globaux respectifs des actifs courants, actifs non courants, passifs courants, passifs non courants, produits et charges se rapportant à la participation dans EvEMR inc. sont les suivants :



| | 28 février 2015 | 31 mai 2014 |
|---|--------------------|----------------|
| | \$ | \$ |
| Actif courant | 25 654 | 25 654 |
| Actif non courant | 11 097 | 11 097 |
| Total de l'actif | 36 751 | 36 751 |
| Passif courant | 66 874 | 66 874 |
| Passif non courant | 803 290 | 803 290 |
| Total du passif | 870 164 | 870 164 |
| | | |
| Actif net | (833 413) | (833 413) |
| Quote-part du profit non réalisé à la vente d'une licence | (915 089) | (915 089) |
| Amortissement du profit non réalisé à la vente d'une licence | 254 191 | 254 191 |
| Dividendes reçus | - | (33 418) |
| Quote-part de la perte nette non comptabilisée ⁽¹⁾ | 1 561 147 | 1 527 729 |
| Participation dans une coentreprise | - | - |
| Total des produits | - | 42 651 |
| Total des charges | - | 2 818 520 |
| Résultat net | - | (2 775 869) |
| Amortissement du profit non réalisé à la vente d'une licence | - | 228 772 |
| Quote-part de la perte nette non comptabilisée ⁽¹⁾ | - | 1 527 729 |
| Quote-part du résultat net dans une coentreprise | | (1 019 368) |

⁽¹⁾ La valeur de la participation de 50 % dans EvEMR inc. est nulle au 28 février 2015 et au 31 mai 2014. La société n'a pas comptabilisé de quote-part de perte supplémentaire au-delà de sa participation, dans la mesure où elle n'a aucune obligation de combler ces pertes.

b) EvEMR International

Depuis le 23 octobre 2012, la société détient 50 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR International qui a été mise sur pied pour la distribution des produits s'adressant aux professionnels en soins de santé comportementale à travers le monde. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.

Les montants globaux respectifs des actifs courants, actifs non courants, passifs courants, passifs non courants, produits et charges se rapportant à la participation dans EvEMR International sont les suivants :



| | 28 février 2015 | 31 mai 2014 |
|--|--------------------|----------------|
| | \$ | \$ |
| Actif courant | 65 301 | 65 301 |
| Actif non courant | 341 725 | 341 725 |
| Total de l'actif | 407 026 | 407 026 |
| Passif courant | 6 301 | 6 301 |
| Passif non courant | 361 215 | 361 215 |
| Total du passif | 367 516 | 367 516 |
| Actif net | 39 510 | 39 510 |
| Dépréciation (1) | (39 510) | (39 510) |
| Participation dans une coentreprise | - | - |
| Total des produits | - | 53 768 |
| Total des charges | - | 14 258 |
| Résultat net | - | 39 510 |
| Quote-part du résultat net dans une coentreprise | - | 39 510 |

⁽¹⁾ Pour l'exercice clos le 31 mai 2014, la société a procédé à un test de dépréciation annuel. Le résultat de ce test n'a pas été concluant et une dépréciation pour la totalité du placement a été reconnue.

NOTE 13 DÉBENTURE NON CONVERTIBLE

Le 30 octobre 2013, la société a émis une débenture garantie pour un montant nominal de 1 664 319 \$US et une prime au prêteur de 4 607 795 actions ordinaires de capital social de la société. La débenture porte un intérêt nominal au taux de 17 % par année. Elle est remboursable par mensualités en capital de 60 000 \$ US plus intérêts à compter du 31 janvier 2014 et vient à échéance en décembre 2014. La débenture est remboursable avant terme, en tout ou en partie, par la société suivant un préavis de deux jours au prêteur. La débenture est garantie par une hypothèque sur l'universalité des biens meubles et immeubles de la société.

Le produit net tiré de l'émission de la débenture convertible a été séparé en une composante passif et une composante capitaux propres, qui représente le montant résiduel attribuable à la prime émise en capitaux propres de la société, comme le démontre le tableau suivant :

| Produit brut de l'émission | 1 712 085 \$ |
|--|--------------|
| Juste valeur de la composante passif à la date d'émission pour un instrument financier | |
| similaire non assorti d'une prime au prêteur en capitaux propres | (1 666 207) |
| Juste valeur de la composante capitaux propres | 45 878 \$ |

La composante passif de 1 666 207 \$ est mesurée à un coût amorti utilisant la méthode du taux effectif de 19,5%. La composante capitaux propres de 45 878 \$ est libellée sous la composante capital social dans les capitaux propres et a mené à l'émission de 4 607 795 actions ordinaires le 16 janvier 2014.

L'écart entre la valeur comptable de la composante passif à la date d'émission de 1 666 207 \$ et le montant présenté dans l'état consolidé de la situation financière au 31 mai 2014 de 1 783 457 \$ représente le taux d'intérêt effectif moins les intérêts dus, plus l'écart de taux de change sur conversion de la débenture à cette date. La charge d'intérêt sur cet emprunt est calculée par application d'un taux d'intérêt effectif de 19,5 %. La composante passif est évaluée au coût amorti.



En date du 3 septembre 2014, la société a entièrement remboursé la débenture non convertible existante, pour une somme en capital et intérêts totalisant 2 134 866 \$. La société a obtenu quittance complète, finale et définitive du créancier.

NOTE 14 PRÊT À COURT TERME

Le 31 octobre 2013, la société a conclu une offre de financement pour ses crédits d'impôt à la recherche et au développement, avec Investissement Québec.

Au 31 mai 2014, le financement de 377 856 \$ est réparti comme suit : un montant admissible de 308 520 \$ pour l'année financière 2013 et 86 670 \$ pour l'année financière 2014.

Le prêt porte intérêt au taux préférentiel majoré de 3 % et est garanti par une hypothèque mobilière de 1er rang d'un montant principal de 395 190 \$ et d'une hypothèque additionnelle de 79 038 \$ pour un total de 474 338 \$.

En juin 2014 le montant de 308 520 \$ a été remboursé en totalité lors de l'encaissement du crédit d'impôt de 417 723 \$, crédit de l'exercice financier 2013 et le montant de 86 670 \$ a été remboursé en totalité en février 2015 à l'encaissement du crédit d'impôt de 316 135 \$ de l'exercice financier 2014.

NOTE 18 RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les actionnaires de la société ont adopté une résolution approuvant le régime d'options d'achat d'actions variable de 10 % lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire tenue le 28 novembre 2014. Le régime d'options d'achat d'actions prévoit que les modalités et conditions des options et le prix de levée des options seront déterminés par les administrateurs sous réserve des restrictions de prix et autres exigences imposées par la Bourse. L'attribution d'options d'achat d'actions octroyées par le régime ne peut excéder une période de cinq ans et le prix d'exercice doit être acquitté en entier avant l'émission des actions.

Le tableau suivant dresse un sommaire de l'évolution de la situation du régime pour la période de neuf mois close le 28 février 2015 et l'exercice clos le 31 mai 2014 :

| | Options | Prix de levée moyen pondéré | |
|--------------------------|-------------|--------------------------------|--|
| | | \$ | |
| Solde au 1er juin 2013 | 12 837 500 | 0,15 | |
| Annulées | (4 745 000) | 0,17 | |
| Solde au 31 mai 2014 | 8 092 500 | 0,14 | |
| Octroyées | 7 600 000 | 0,05 | |
| Annulées | (2 312 500) | 0,15 | |
| Solde au 28 février 2015 | 13 380 000 | 0,09 | |

Les tableaux suivants résument les renseignements sur les options d'achat d'actions pour la période de neuf mois close le 28 février 2015 et pour l'exercice clos le 31 mai 2014 :



a) Au 28 février 2015

| | Options en circulation | | | Options pouv | Options pouvant être levées | |
|------------|--|-----------------------------------|--|--------------|--------------------------------|--|
| Nombre | Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois) | Prix de levée moyen pondéré | Juste valeur moyenne pondérée | Nombre | Prix de levée moyen pondéré | |
| | | \$ | \$ | | \$ | |
| 1 435 000 | 10 | 0,20 | 0,12 | 1 435 000 | 0,20 | |
| 1 845 000 | 21 | 0,15 | 0,05 | 1 845 000 | 0,15 | |
| 2 500 000 | 29 | 0,10 | 0,04 | 2 500 000 | 0,10 | |
| 7 600 000 | 59 | 0,05 | 0,01 | 7 600 000 | 0,05 | |
| 13 380 000 | 43 | 0,09 | 0,03 | 13 380 000 | 0,09 | |

Transaction de la période de neuf mois close le 28 février 2015

En janvier 2015, la société a octroyé 7 600 000 options d'achat d'actions permettant à leurs détenteurs d'acquérir 7 600 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,05 \$ l'action pour une période de cinq ans.

La juste valeur des options octroyées au cours de la période de neuf mois close le 28 février 2015 a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

| Date | 19 janvier 2015 |
|-----------------------------|-----------------|
| Quantité | 7 600 000 |
| Valeur de l'action | 0,010 \$ |
| Rendement prévu de l'action | Néant |
| Volatilité prévue | 128 % |
| Taux d'intérêt sans risque | 1,43 % |
| Durée prévue | 60 mois |

Le coût de rémunération à base d'actions pour le régime représente une charge non récurrente de 53 200 \$ pour la période de neuf mois close le 28 février 2015.

b) Au 31 mai 2014

| | Options en circulat | ion | | Options pour | ant être levées |
|-----------|--|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------|--------------------------------|
| Nombre | Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois) | Prix de levée moyen pondéré | Juste valeur moyenne pondérée | Nombre | Prix de levée moyen pondéré |
| | | \$ | \$ | | \$ |
| 100 000 | 3 | 0,32 | 0,14 | 100 000 | 0,32 |
| 1 915 000 | 19 | 0,20 | 0,12 | 1 915 000 | 0,20 |
| 17 500 | 19 | 0,20 | 0,12 | 17 500 | 0,20 |
| 2 865 000 | 30 | 0,15 | 0,05 | 2 865 000 | 0,15 |
| 3 195 000 | 38 | 0,10 | 0,04 | 3 195 000 | 0,10 |
| 8 092 500 | 30 | 0,14 | 0,06 | 8 092 500 | 0,14 |

Transaction de l'exercice clos le 31 mai 2014

Aucune transaction n'a eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 mai 2014.



NOTE 21 RISQUES ET INCERTITUDES

La société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. La société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de taux d'intérêt, au risque du marché, au risque de liquidité et au risque de personnel clé.

a) Risques associés aux instruments financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière pour la société si un débiteur manque à son obligation. Ce risque provient principalement du crédit que la société consent à ses clients dans le cours normal de ses activités.

Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et l'état consolidé de la situation financière tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas significatif.

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Dans le cours normal de ses opérations, la société est exposée au risque lié aux variations de taux de change du dollar américain.

Au 28 février 2015, la société détient les soldes suivants en dollar américain converti : l'encaisse 60 \$. Au 31 mai 2014, la société détenait les soldes suivants en dollar américain converti : l'encaisse de 88 \$ et la débenture de 1 783 457 \$.

Le tableau suivant présente les détails de la sensibilité de la société à une augmentation et à une diminution de 10 % de la devise étrangère par rapport à la monnaie canadienne. L'analyse tient uniquement compte des éléments monétaires libellés en devises en cours et permet d'ajuster leur conversion au 31 mai de chaque exercice.

| | Effet d'une variation de la devise U.S. par rapport au dollar canadien | | | | |
|---------------------------------------|--|----------------|--------------------|-----------------------|--|
| | Augmentation de 10 % | | D | Diminution de 10 % | |
| | 28 février 2015 | 31 mai 2014 | 28 février 2015 | 31 mai 2014 | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Débenture 1 783 457 \$ au 31 mai 2014 | - | 1 961 803 | - | 1 605 111 | |

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est présent en période de fluctuation des taux et lorsque des écarts sont prévus dans l'appariement des flux monétaires entre les actifs et les passifs.

La société n'a pas de dette qui porte intérêts à des taux variables. De plus, elle investit en partie ses liquidités, à taux garanti, dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour la société.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations liées aux passifs financiers. La société est exposée à ce risque principalement en regard de ses créditeurs et de sa débenture non convertible, son prêt court terme et de sa débenture convertible.

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne



garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le Prescripteur ZRx, PraxisLab et le réseau de communication ZoomMed.

b) Autres risques

Risque du marché

Les rendements futurs de la société dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.

Risque du personnel clé

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de la société. Elle est d'avis qu'elle a réussi à recruter de l'excellent personnel pour l'aider à atteindre ses objectifs, mais avec la croissance de ses activités, il est possible qu'elle ait besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de la recherche et développement, ainsi que de la mise en marché. Bien que la société croie qu'elle pourra attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

NOTE 23 PARTIES LIÉES

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la société, y compris les administrateurs et certains cadres. Les principaux dirigeants participent au régime d'options d'achat d'actions. Suite à la transaction du 2 septembre 2014, un ajustement de 94 690 \$ a été remis aux principaux dirigeants. La rémunération totale des principaux dirigeants pour la période de neuf mois close le 28 février 2015 a été de 537 000 \$ (304 000 \$ pour la période de neuf mois close le 28 février 2014).

Opérations entre sociétés liées

Un administrateur de la société est associé d'un cabinet d'avocats qui a agi à titre de conseiller juridique de la société. Au cours de la période de neuf mois close le 28 février 2015 un montant de 240 063 \$ (47 068 \$ pour la période de neuf mois close le 28 février 2014) a été versé au cabinet d'avocats.

Les fournisseurs et charges à payer incluent une somme de 5 266 \$ (15 493 \$ au 31 mai 2014) due à des administrateurs, sans modalités de remboursement ni intérêts.

Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2014, la société a reçu d'une coentreprise 33 418 \$ à titre de dividendes.

Termes et conditions des opérations entre parties liées

Les soldes à la fin de la période sont non garantis et sans intérêts, le règlement se fait au comptant. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour aucun recevable ou payable entre les parties liées. Pour les périodes de neuf mois closes les 28 février 2015 et 2014, la société n'a comptabilisé aucune dépréciation à l'égard des recevables dus par des parties liées. Cette évaluation est faite à chaque période financière en examinant l'état financier de la partie liée et le marché dans lequel la partie liée exerce ses activités.

Ces transactions ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale.